

Consultation publique de la CRE n°2018-003 du 15 février 2018 relative à la prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE HTA-BT et des tarifs réglementés de vente

Contribution de Direct Energie

Paris, le 23 mars 2018

Introduction

A titre liminaire, Direct Energie souhaite attirer l'attention de la CRE sur deux points non abordés dans les questions de sa consultation :

- La recommandation d'exonération de CSPE limitée au segment [0 ; 9] kVA ne nous semble pas opportune. En effet, fixer la limite d'exonération à 9 kVA de manière arbitraire créerait un effet de seuil artificiel qui nous paraît difficilement justifiable d'un point de vue économique. De plus, se poserait également une question de discrimination puisque cette exonération concernerait les nouvelles installations alors que les plus anciennes auront bénéficié des précédents critères, beaucoup plus larges ;
- Ces nouveaux usages ont un impact évident sur les métiers du distributeur et du fournisseur. Comme l'expose Enedis dans ses estimations de coûts pour s'adapter à la gestion des clients participant à une opération d'autoconsommation collective (ACC), ceux-ci seront non négligeables. En conséquence, il est certain que ces évolutions auront un impact sur la gestion des clients en contrat unique par le fournisseur. C'est pourquoi nous demandons à la CRE, lors de ses réflexions sur le TURPE, d'associer aux composantes citées dans sa consultation de nécessaires travaux sur la composante d'accès aux réseaux publics pour la gestion des clients en contrat unique.

Question 1 : Avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ?

Direct Energie considère que le rôle du TURPE est de véhiculer des signaux économiques reflétant les coûts de réseau. Ce tarif n'a pas vocation à subventionner un type d'usage ou une catégorie d'utilisateurs en particulier. Aussi, il nous semble pertinent de baser la construction de ce tarif sur deux critères supplémentaires :

- **Stabilité** : cette stabilité ne pourra être vérifiée qu'avec un tarif construit de manière transparente, dont la méthode est clairement exposée à l'ensemble des acteurs et les chiffres utilisés démontrés, ce qui confèrera également au tarif une légitimité certaine. Ce sera aussi une meilleure garantie de la robustesse et de la justesse de l'équilibre économique, tolérant ainsi mieux les évolutions des usages ;
- **Prévisibilité** : les évolutions justifiées du tarif doivent non seulement être progressives mais également anticipées afin de permettre l'adaptation de l'ensemble des acteurs.

Toutefois, nous considérons que les propositions de la CRE dans cette consultation souffrent d'un manque de démonstration, en particulier d'éléments de coûts observés. Si aujourd'hui l'autoconsommation en France n'est pas développée dans des proportions équivalentes à nos voisins européens, il semble possible de s'intéresser aux marchés d'Etats comme l'Allemagne par exemple, afin d'en tirer *a minima* des estimations. De la même manière, les autoconsommateurs raccordés sur le réseau d'Enedis se comptent en milliers. Enedis avançait 8000 autoconsommateurs à fin 2016 et 20 000 à fin 2017. Ces chiffres paraissent suffisants pour formuler des hypothèses plus étayées.

⇒ **Direct Energie estime de manière générale que les propositions de la CRE sont trop peu justifiées.**

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels ? Si non, quelles modifications devraient-elles être apportées ?

Direct Energie estime qu'il n'est pas souhaitable d'introduire des exceptions tarifaires pour les autoconsommateurs, puisqu'elles se feraient nécessairement au détriment de l'ensemble des autres utilisateurs, et seraient susceptibles de créer des biais concurrentiels.

Concernant l'autoconsommation individuelle (ACI), le TURPE doit refléter correctement la valeur qu'elle peut apporter pour les réseaux, lorsqu'elle est effective. L'ACI peut en effet avoir deux types d'avantages du point de vue des coûts de réseaux :

- Réduction du volume d'énergie qui transite, et donc réduction des pertes ;
- Réduction de la pointe en soutirage, qui limite le dimensionnement ou le renforcement des réseaux.

Or en l'état, pour l'ACI, c'est la part du TURPE proportionnelle au volume d'énergie soutirée du réseau qui est prépondérante alors que la part fixe est relativement faible, et les autoconsommateurs peuvent optimiser librement leur formule tarifaire d'acheminement (FTA). Il en résulte que l'économie réalisée par un autoconsommateur sur le TURPE est a priori plus élevée que la baisse des coûts de réseaux qu'il génère. En effet, la réduction du volume d'énergie et de la pointe liée à l'ACI intervient aux heures pleines d'été, qui sont rarement dimensionnantes pour le réseau HTA/BT.

C'est pourquoi Direct Energie considère qu'il n'est pas nécessaire de modifier les composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs en ACI. Cela pourrait créer une subvention déguisée supérieure aux économies de coûts de réseau réellement générées.

⇒ **Direct Energie partage donc la proposition de la CRE de maintenir en l'état les composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels.**

Question 3 : Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?

Direct Energie estime que plusieurs chantiers sont prioritaires en vue d'établir un TURPE plus solide et plus juste. En revanche, Direct Energie considère qu'il est nécessaire que ces chantiers soient abordés dès à présent dans la perspective d'une mise en application **dès la clause de rendez-vous du TURPE 5 en 2019.**

Parmi ces chantiers relatifs au TURPE, Direct Energie a identifié comme prioritaires les suivants :

- **La suppression des FTA sans différenciation temporelle pour tous les usagers et la généralisation des FTA 4 postes pour les utilisateurs équipés de Linky** : cette proposition vise à améliorer la pertinence des signaux économiques véhiculés par le TURPE. De plus, le déploiement des compteurs communicants nous paraît être l'occasion la plus adaptée pour opérer ce changement ;
- **Le rééquilibrage entre la part abonnement (part fixe + part puissance) et la part consommation (part soutirage)** : cela permettrait de mieux refléter les coûts d'utilisation des réseaux publics devant la diminution à prévoir des volumes transitant mais une sollicitation à la pointe qui ne semble pas être amenée à se réduire, valorisant ainsi le rôle assurantiel des réseaux ;
- **L'introduction d'une composante d'injection** : il n'y a pas de différence physique fondamentale entre les flux soutirés et les injectés quant aux conséquences sur les réseaux. Direct Energie propose donc d'introduire une composante d'injection pour matérialiser cette réalité. Cette composante d'injection pourrait être introduite dès 2019, à une valeur quasi-nulle si nécessaire, mais permettant toutefois de véhiculer un signal économique au marché.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels ? Si non, quelles modifications devraient-elles être apportées ?

Cf. Question 1

En l'absence d'éléments objectifs permettant de décider une modification, il paraît judicieux de maintenir le *statu quo*.

- ⇒ **Direct Energie partage les propositions de la CRE sur le maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels.**

Question 5 : Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?

Direct Energie estime qu'une opération d'autoconsommation collective représente plus une structure contractuelle que des comportements différents du point de vue des réseaux. En effet, il n'y a aucune modification sur les flux d'énergie transitant. De plus, en aval d'un même poste HTA/BT, il n'y a dans les faits aucune différence entre les possibles bénéfices apportés par les consommateurs réunis au sein d'une opération d'ACC et ceux qui ne le sont pas. Différencier le TURPE pour ces deux types d'utilisateurs conduirait à une situation de discrimination.

Direct Energie a réalisé plusieurs simulations avec les composantes de soutirage proposées par la CRE desquelles il ressort que le gain maximal de TURPE serait de l'ordre de 6%, dans les limites d'une situation plausible (taux d'autoconsommation de 100%, taux d'autoproduction de 30% répartie entre 30% en HPH et 70% en HPB, pour un profil RES2 dont la consommation annuelle est de 5 MWh et la puissance souscrite 6 kVA). Ce gain nous semble marginal et ne justifie pas la création de ces composantes de soutirage. Aussi, il est utile de préciser que les hypothèses utilisées sont très

optimistes et que dans le cas nominal, ces composantes de soutirage causeraient plutôt une augmentation du TURPE.

De plus, Direct Energie s'interroge sur la cascade de coûts calculée par la CRE et en particulier sur l'hypothèse du taux intermédiaire de contribution aux transits en HTA. En l'absence d'éléments concrets, Direct Energie ne peut partager cette supposition.

⇒ **Direct Energie n'est pas favorable à la proposition de composantes de soutirage de la CRE pour les autoconsommateurs au sein d'une opération d'ACC.**

En revanche Direct Energie est en phase avec l'objectif de maximiser le taux d'autoproduction et pour ce faire, l'interdiction des arbitrages entre vente du surplus et autoproduction nous semble être le moyen le plus indiqué. Direct Energie soutient donc la recommandation de la CRE d'adapter le cadre réglementaire afin d'éviter ces phénomènes.

Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50% par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération ?

Si des surcoûts de gestion peuvent exister pour les participants à une opération d'ACC, Direct Energie s'interroge sur le meilleur moyen de les couvrir. En effet, ces coûts pourraient être pris en compte dans le TURPE, comme la CRE le propose, ou bien cette gestion spécialisée pourrait faire l'objet d'une prestation annexe proposée à la Personne Morale Organisatrice (PMO). Le statut de cette prestation annexe, à savoir relevant du monopole ou du domaine concurrentiel, resterait également à déterminer.

De plus, une augmentation des coûts de gestion des fournisseurs est à prévoir, y compris les coûts liés aux prestations réalisées par les fournisseurs pour le compte du GRD. La question légitime d'augmenter la composante d'accès devra donc se poser, sauf à risquer d'imposer illégalement des transferts de charges aux fournisseurs.

⇒ **Direct Energie propose d'attendre la fin de l'année pour observer les coûts supplémentaires et d'intégrer le surcoût éventuel dans le CRCP avant d'ajuster la composante de gestion.**

Question 7 : Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?

Direct Energie estime que les TRV sont illégaux. Par conséquent, ils n'ont pas vocation à s'étoffer de nouvelles options. Pire, de nouveaux TRV constitueraient un frein supplémentaire au développement du marché et des nouvelles offres, ce qui n'est pas acceptable.

De plus, les arguments avancés par la CRE pour arriver à sa proposition de ne pas proposer de nouveaux TRV sont erronés. En effet, l'empilement des coûts est différent dans le cas de la fourniture des autoconsommateurs. Par exemple, les coûts de gestion pour les autoconsommateurs dans une opération d'ACC sont bien plus élevés. Aussi, les volumes d'énergie vendus vont diminuer, ce qui modifiera de fait la répartition entre coûts fixes et coûts variables dans la structure comptable des fournisseurs, rendant l'empilement existant caduque pour couvrir la totalité des coûts de ces derniers. Il est également surprenant de lire que le coût d'acheminement d'un autoconsommateur et celui d'un

consommateur classique sont identiques alors que la CRE rappelle qu'elle a fixé une composante de gestion spécifique pour les autoconsommateurs dans le cadre du TURPE 5...

Enfin, le schéma proposé par la CRE pour la facturation des consommateurs participant à une opération d'autoconsommation collective semble très complexe à mettre en œuvre. Par ailleurs, aucun texte réglementaire ne semble légitimer la facturation du TURPE sur le volume autoproduit par le fournisseur du complément d'approvisionnement. Le GRD semble tout indiqué pour réaliser cet acte, d'autant plus que dans le schéma proposé, c'est lui qui fournit le résultat exact du calcul du TURPE au fournisseur. En tout état de cause, dans le cas où le fournisseur serait amené à réaliser cette facturation, cela ne pourrait se faire qu'en contrepartie d'une juste rémunération pour la prestation qu'il rendrait au GRD.

- ⇒ **Direct Energie n'est pas favorable à la création de TRV spéciaux pour l'autoconsommation.**
- ⇒ **En revanche, pour améliorer les travaux de profilage, Direct Energie demande que de nouveaux profils correspondants à ces usages soient créés.**

Conclusion

Afin que l'autoconsommation se développe de manière satisfaisante, l'ensemble de l'architecture de marché doit être connue au plus vite. Le TURPE ne représente qu'une brique de cette architecture et les acteurs sont toujours dans l'attente d'une clarification du cadre contractuel et économique à venir, concernant aussi bien les soutiens directs qu'indirects.

Enfin, une continuité devra être trouvée entre ACI et ACC afin de refléter une même logique, que l'autoconsommateur soit individuel ou au sein d'une PMO. Pour le TURPE, cette logique consiste à véhiculer les signaux économiques propres à la sollicitation du réseau par les différents utilisateurs, quel que soit leur organisation contractuelle. Trouver un cadre robuste et s'appliquant aussi bien à l'ACI qu'à l'ACC permettra également d'éviter les risques de fraudes (comme des raccordements sauvages entre un producteur et des consommateurs dans son voisinage) et les non-déclarations d'installations.